

**Art. 3.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007 betreffende de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst, vervallen de volgende betrekkingen:

Overkoepelend directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken

Directeur-generaal 1

Functionele en steundirectie

Directeur 1.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op de dag van indienstneming van de door de Waalse Regering aangewezen secretaris-generaal, overeenkomstig de bepalingen van Boek II van de Waalse Ambtenarenencode.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27058]

**31 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne en vue de les adapter à la modification du cadre organique du Service public de Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 août 2008 relatif au Comité intermédiaire de concertation et aux Comités de concertation de base des Services du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 7 avril 2011 relatif au télétravail;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant le statut des commissaires d'arrondissement;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 septembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 septembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2012;

Vu le protocole de négociation n° 589 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 26 octobre 2012;

Vu l'avis 53.374/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sous l'autorité du Ministre-Président et du Gouvernement, le secrétaire général dirige et coordonne, dans le cadre du mandat qui lui est conféré par le Gouvernement en application des dispositions prévues au Livre II, le Service public de Wallonie. Il en assure l'unité de gestion.

Dans les compétences qui relèvent du secrétaire général, celui-ci, à la tête du Service public de Wallonie, dispose d'une autorité sur l'ensemble des membres du Service public de Wallonie.

Il a autorité sur les services généraux composant le Secrétariat général et en assure la coordination.

Pour les compétences qui relèvent des Directions générales, il dispose d'un pouvoir d'injonction positive pour toute politique contenue dans la déclaration de politique régionale ou décidée par le Gouvernement.

Un rapport sur la mise en œuvre de la déclaration de politique régionale pour l'année écoulée est établi par le secrétaire général, qui veille à son exécution avec les directeurs généraux. »;

2<sup>o</sup> au § 2, les mots « et coordonnée » sont insérés entre le mot « dirigée » et le mot « par ».

**Art. 2.** Dans les articles 12, 13, alinéa 2, 17, 23, 28, 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéas 2 et 3, et § 2, alinéa 2, 49, § 2, alinéa 2, 53, § 3, alinéa 3, 54, alinéa 2, 56, § 2, alinéa 2, 57, § 2, 69, alinéa 2, 71, § 2 et § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 72, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 73, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 75, § 4, 78, alinéa 2, 86, alinéa 1<sup>er</sup>, 87, alinéa 1<sup>er</sup>, 91, 93, 98, 108, alinéa 2, 112, § 2, 116, § 1<sup>er</sup>, 118, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 125, 128, alinéa 2, 136, 137, 140, § 2 et § 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 150, alinéa 3, 152, alinéas 1<sup>er</sup> et 5, 172, § 1<sup>er</sup>, 174, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 188, alinéa 1<sup>er</sup>, 194, alinéa 2, 225, 229, 1<sup>o</sup>, 243, 305, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 372, alinéa 3, 425, 515, 2<sup>o</sup>, 520, alinéa 3, 523, alinéa 1<sup>er</sup>, 536, alinéa 5, 545 et 557, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « directeur général du Personnel et des Affaires générales » sont chaque fois remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 3.** Dans les articles 88, § 2, et 114, § 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « de la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par les mots « du Secrétariat général ».

**Art. 4.** Dans l'article 159 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, l'alinéa suivant est ajouté :

« Il dispose d'un pouvoir d'avis, d'initiative ou à la demande d'un Ministre ou du Gouvernement, sur tout dossier relatif à l'organisation ou aux missions du Service public de Wallonie ».

**Art. 5.** Dans l'article 185, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par les mots « du Secrétariat général ».

**Art. 6.** Dans l'article 291 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, inséré par l'article 112, 1<sup>o</sup>, b, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « du Secrétariat général »;

b) à l'alinéa 3, les mots « de la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par les mots « du Secrétariat général ».

**Art. 7.** Dans l'article 418 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2010, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales (DGT1) » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

#### CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel*

**Art. 8.** Dans l'article 4bis, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées à l'alinéa 1<sup>er</sup> : les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 9.** Dans l'article 5, § 2, 1<sup>o</sup>, et § 4, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont chaque fois remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 10.** Dans l'article 5bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> aux §§ 2, 3 et 5 les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont chaque fois remplacés par les mots « secrétaire général »;

2<sup>o</sup> le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le secrétaire général approuve les procédures de sélection dont il n'a pas présidé la commission et engage le ou les candidats qui conviennent dans l'ordre de leur classement dans les quinze jours de la réception du rapport de sélection ».

**Art. 11.** Dans l'article 5ter, § 6, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 12.** Dans l'article 5quater, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 13.** Dans l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots « Directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales = fonctionnaire général dirigeant qui dirige le personnel » sont abrogés.

#### CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 août 2008 relatif au Comité intermédiaire de concertation et aux Comités de concertation de base des Services du Gouvernement wallon*

**Art. 14.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 août 2008 relatif au Comité intermédiaire de concertation et aux Comités de concertation de base des Services du Gouvernement wallon, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « dix » est remplacé par le mot « neuf »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le point II, Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales est abrogé.

**Art. 15.** Dans l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

#### CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie*

**Art. 16.** Dans l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au § 2, alinéa 2, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général »;

2<sup>o</sup> au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général »;

b) à l'alinéa 2, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 17.** Dans le Chapitre II du même arrêté, les mots « Section unique » sont remplacés par les mots « Section première ».

**Art. 18.** Dans le même arrêté, les mots « Chapitre III. — Dispositions relatives à la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales (DGT1) » et « Section première. — Délégations budgétaires » sont abrogés.

**Art. 19.** Dans l'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, premier tiret, les mots « et directeur général » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, premier tiret, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 20.** Dans l'article 37, premier tiret, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 21.** Dans l'article 38 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 22.** Dans l'article 39 du même arrêté, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 23.** Dans l'article 40 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ». Cet alinéa est complété par le 5° rédigé comme suit : « 5° à la fermeture et à la réouverture d'un emploi de recrutement déclaré vacant par le Gouvernement wallon, l'avis du Ministre fonctionnel tel que prévu à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, pour ce qui concerne les dossiers de catégorie C, reste requis.

Toutefois, le Ministre fonctionnel peut renoncer à ce pouvoir d'avis. Dans ce cas, il communique sa décision au secrétaire général et au directeur général qui est placé sous son autorité;

2° à l'alinéa 2, les mots « proposition ou avis conforme du secrétaire général ou » sont remplacés par les mots « proposition ou avis ».

**Art. 24.** Dans l'article 41 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 juillet 2010, 23 juin 2011 et 31 mai 2012, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 25.** Dans l'article 42 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 26.** Dans l'article 43 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général »;

2° à l'alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général »;

3° à l'alinéa 3, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « proposition ou avis conforme du secrétaire général ou » sont remplacés par les mots « proposition ou avis ».

**Art. 27.** L'article 44 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. Délégation est accordée au secrétaire général pour prendre, sur proposition ou avis conforme du directeur général dont relève l'agent, toute décision en matière de licenciement du personnel contractuel. ».

**Art. 28.** Dans l'article 45 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon 31 mai 2012, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 29.** Dans l'article 45/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 30.** Dans l'article 45/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 31.** Dans l'article 46 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 32.** Dans l'article 47 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 33.** Dans l'article 48, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 34.** Dans l'article 49, alinéa 2, du même arrêté, les mots « directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

#### CHAPITRE V. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail

**Art. 35.** Dans les articles 3, § 2, alinéa 4, 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 3, et 6, alinéa 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont chaque fois remplacés par les mots « secrétaire général ».

CHAPITRE VI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant le statut des commissaires d'arrondissement*

**Art. 36.** Dans l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant le statut des commissaires d'arrondissement, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 37.** Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « du Secrétariat général du Service public de Wallonie »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement, les fonctionnaires généraux du Service public de Wallonie sont remplacés par des fonctionnaires du grade immédiatement inférieur sur lesquels ils exercent l'autorité hiérarchique. ».

**Art. 38.** Dans l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général ».

**Art. 39.** Dans l'article 26, alinéa 2, du même arrêté, les mots « la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par les mots « le secrétaire général ».

**Art. 40.** Dans l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « d'un agent de rang A2 au moins de la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par les mots « d'un agent de rang A3 au moins du Secrétariat général ».

**Art. 41.** Dans l'article 60, alinéa 2, du même arrêté, les mots « à la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par les mots « au secrétaire général ».

CHAPITRE VII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2012 modifiant les conditions de promotion aux grades de directeur et d'encadrement*

**Art. 42.** Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2012 modifiant les conditions de promotion aux grades de directeur et d'encadrement, tel que modifié par l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne, les mots « le 1<sup>er</sup> janvier 2013 » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 43.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en service du secrétaire général désigné par le Gouvernement wallon conformément aux dispositions du Livre II du Code de la Fonction publique wallonne.

**Art. 44.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27058]

**31. JANUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes beigefügt zu werden im Hinblick auf deren Anpassung an die Abänderung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 §3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. August 2008 bezüglich des Zwischenkonzertierungsausschusses und der Basiskonzertierungsausschüsse der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtenerteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 über die Telearbeit;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung des Statuts der Bezirkskommissare;

Aufgrund des am 6. September 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 10. September 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. September 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 26. Oktober 2012 abgeschlossenen Protokolls Nr. 589 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 12. Dezember 2012 in Anwendung des Artikels 84, §1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 53.374/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003  
zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

**Artikel 1** - In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° §1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« §1. Unter der Aufsicht des Minister-Präsidenten und der Regierung leitet und koordiniert der Generalsekretär den Öffentlichen Dienst der Wallonie im Rahmen des ihm in Anwendung der in Buch II vorgesehenen Bestimmungen durch die Regierung anvertrauten Mandats. Er sorgt für eine einheitliche Verwaltung innerhalb dieses Dienstes.

Im Rahmen des Zuständigkeitsbereichs des Generalsekretärs verfügt dieser als Oberhaupt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie über eine Amtsgewalt über alle Mitglieder des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Er verfügt über eine Amtsgewalt über die allgemeinen Dienststellen, die das Generalsekretariat bilden und gewährleistet deren Koordination.

Für die Zuständigkeitsbereiche der Generaldirektionen verfügt er über eine positive Anordnungs befugnis für alle politischen Maßnahmen, die in der regionalpolitischen Erklärung enthalten sind oder von der Regierung beschlossen wurden.

Der Generalsekretär erstellt einen Bericht über die Umsetzung der regionalpolitischen Erklärung im Laufe des vergangenen Jahres. Zudem wacht er gemeinsam mit den Generaldirektoren über deren Umsetzung.

2° in §2 wird der Wortlaut "und koordiniert" nach dem Wortlaut "geleitet" eingefügt.

**Art. 2** - In den Artikeln 12, 13, Absatz 2, 17, 23, 28, 29, §1, Absatz 1, 1°, Absatz 2 und 3, und §2, Absatz 2, 49, §2, Absatz 2, 53, §3, Absatz 3, 54, Absatz 2, 56, §2, Absatz 2, 57, §2, 69, Absatz 2, 71, §2 et §3, Absatz 1, 72, §2, Absatz 1, 73, §2, Absatz 1, 75, §4, 78, Absatz 2, 86, Absatz 1, 87, Absatz 1, 91, 93, 98, 108, Absatz 2, 112, §2, 116, §1, 118, §1, Absatz 3, 125, 128, Absatz 2, 136, 137, 140, §2 und §3, Absatz 1 und 2, 150, Absatz 3, 152, Absatz 1 und 5, 172, §1, 174, Absatz 1 und 2, 188, Absatz 1, 194, Absatz 2, 225, 229, 1°, 243, 305, §1, Absatz 1, 3°, 372, Absatz 3, 425, 515, 2°, 520, Absatz 3, 523, Absatz 1, 536, Absatz 5, 545 und 557, Absatz 1, desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der Wortlaut "Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" jeweils durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 3** - 16 - In Artikel 88, §2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der Wortlaut "Innerhalb der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "Innerhalb des Generalsekretariats" und in Artikel 114, §4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der Wortlaut "aus der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "aus dem Generalsekretariat" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 159 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass vom 27. Juli 2009 abgeänderten Fassung, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt.

"Er verfügt über die Befugnis, Gutachten abzugeben, über eine Initiativbefugnis oder er übt diese Befugnisse auf Anfrage eines Ministers oder der Regierung aus in allen Angelegenheiten, die die Organisation oder die Aufgaben des Öffentlichen Dienstes der Wallonie betreffen".

**Art. 5** - In Artikel 185, Absatz 1 wird der Wortlaut "innerhalb der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "innerhalb des Generalsekretariats" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 291 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1, 3°, eingefügt durch Artikel 112, 1°, b) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 wird der Wortlaut "der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "des Generalsekretariats" ersetzt;

b) in Absatz 3 wird der Wortlaut "der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "des Generalsekretariats" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 418 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2010, wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten (DGT1)" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

*KAPITEL II - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003  
über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder*

**Art. 8** - In Artikel 4bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, werden im ersten Absatz die folgenden Änderungen vorgenommen: der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" wird durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel 5, §2, 1° und §4, 1° desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" jeweils durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel 5*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in §2, §3 und §5 wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" jeweils durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

2° §4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« Der Generalsekretär genehmigt die Auswahlverfahren, deren Auswahlausschuss nicht von ihm präsiert wurden, und stellt den oder die geeigneten Bewerber gemäß ihrer jeweiligen Einstufung binnen fünfzehn Tagen nach dem Empfang des Auswahlberichtes ein ».

**Art. 11** - In Artikel 5*ter*, §6 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel 5*quater*, Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 13** - In Artikel 13, Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten = leitender Generalbeamter, der das Personal leitet" gestrichen.

*KAPITEL III - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. August 2008  
bezüglich des Zwischenkonzertierungsausschusses und der Basiskonzertierungsausschüsse  
der Dienststellen der Wallonischen Regierung*

**Art. 14** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. August 2008 bezüglich des Zwischenkonzertierungsausschusses und der Basiskonzertierungsausschüsse der Dienststellen der Wallonischen Regierung wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird das Wort "zehn" durch "neun" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird Punkt II. Ressortübergreifende Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten gestrichen.

**Art. 15** - In Artikel 10, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

*KAPITEL IV - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009  
über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie*

**Art. 16** - Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in §2, Absatz 2 wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt;

2° in §3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 17** - In Kapitel II desselben Erlasses wird der Wortlaut "Einzigter Abschnitt" durch den Wortlaut "Erster Abschnitt" ersetzt.

**Art. 18** - In demselben Erlass wird der Wortlaut "KAPITEL III - Bestimmungen betreffend die ressortübergreifende Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten (DGT1)" und der Wortlaut "Abschnitt 1 – Haushaltsvollmachten" gestrichen.

**Art. 19** - In Artikel 35 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, erster Gedankenstrich, wird der Wortlaut "und Generaldirektor" gestrichen.

2° in Absatz 2, erster Gedankenstrich, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 20** - In Artikel 37, erster Gedankenstrich, desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 38 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel 39 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 23** - Artikel 40 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt und wird ein Punkt 5 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: "5° Bei der Schließung und der Wiedereröffnung einer von der wallonischen Regierung für offen erklärten Anwerbsstelle bleibt das Gutachten des funktionellen Ministers wie in Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung vorgesehen für die Akten der Kategorie C erforderlich.

Der funktionelle Minister kann jedoch davon absehen, diese Befugnis, Gutachten abzugeben, auszuüben. In diesem Fall teilt er dem Generalsekretär und dem ihm unterstehenden Generaldirektor seine Entscheidung mit";

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "auf Vorschlag oder nach gleichlautendem Gutachten des Generalsekretärs oder" durch den Wortlaut "auf Vorschlag oder nach Gutachten" ersetzt.

**Art. 24** - In Artikel 41 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, vom 23. Juni 2011 und vom 31. Mai 2012 wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 25** - In Artikel 42 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 26** - In Artikel 43 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt;

2° In Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt;

3° in Absatz 3, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird der Wortlaut "auf Vorschlag oder nach gleichlautendem Gutachten des Generalsekretärs oder" durch den Wortlaut "auf Vorschlag oder nach Gutachten" ersetzt.

**Art. 27** - Artikel 44 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« Art. 44 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, auf Vorschlag oder nach gleichlautendem Gutachten des Generaldirektors, dem der Bedienstete untersteht, jegliche Beschlüsse über die Entlassung des Vertragspersonals zu fassen. » .

**Art. 28** - In Artikel 45 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 29** - In Artikel 45/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt;

**Art. 30** - In Artikel 45/2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 31** - In Artikel 46 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 32** - In Artikel 47 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt;

**Art. 33** - In Artikel 48, §1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2012, wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 34** - In Artikel 49, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generaldirektor" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

#### KAPITEL V - *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 über die Telearbeit*

**Art. 35** - In den Artikeln 3, §2, Absatz 4, 4, §1, Absatz 1 und §3, und 6, Absatz 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 über die Telearbeit wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" jeweils durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

#### KAPITEL VI - *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung des Statuts der Bezirkskommissare*

**Art. 36** - In Artikel 7, Absatz 1, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung des Statuts der Bezirkskommissare wird der Wortlaut "Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 37** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "des Generalsekretariats" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

« Sind die Generalbeamten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie abwesend oder verhindert, so werden sie durch Beamte des unmittelbar darunterliegenden Dienstgrads, die unter ihrer hierarchischen Aufsicht stehen, ersetzt.

**Art. 38** - In Artikel 20, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Generaldirektors der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten des" durch den Wortlaut "Generalsekretärs" ersetzt.

**Art. 39** - In Artikel 26, Absatz 2 desselben Erlasses wird in der Wortlaut "die ressortübergreifende Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "der Generalsekretär" ersetzt.

**Art. 40** - In Artikel 50, §1, Absatz 1 desselben Erlasses wird in der Wortlaut "eines Bediensteten des Dienstranges A2 mindestens der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "eines Bediensteten des Dienstranges A3 mindestens des Generalsekretariats" ersetzt.

**Art. 41** - In Artikel 60, Absatz 2 desselben Erlasses wird in der Wortlaut "ressortübergreifende Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten" durch den Wortlaut "Generalsekretär" ersetzt.

KAPITEL VII - *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2012 zur Abänderung der Bedingungen für die Beförderung in den Dienstgrad eines Direktors oder in einen Führungsdienstgrad*

**Art. 42** - In Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2012 zur Abänderung der Bedingungen für die Beförderung in den Dienstgrad eines Direktors oder in einen Führungsdienstgrad, in seiner durch Artikel 41 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "dem 1. Januar 2013" durch den Wortlaut "dem 1. Januar 2014" ersetzt.

KAPITEL VIII - *Schlussbestimmungen*

**Art. 43** - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am Datum des Amtsantritts des von der Wallonischen Regierung gemäß Buch II des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes benannten Generalsekretärs.

**Art. 44** - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Januar 2013

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27058]

**31 JANUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten om ze aan te passen aan de wijziging van de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 betreffende het tussenoverlegcomité en de basisoverlegcomités van de Diensten van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011 betreffende telewerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van het statuut van de arrondissementscommissarissen;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 september 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 september 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 september 2012;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 589 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 26 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 53.374/2, gegeven op 12 december 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

**Artikel 1.** In artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Onder het gezag van de Minister-President en van de Regering leidt de secretaris-generaal en coördineert hij de Waalse Overheidsdienst in het kader van het mandaat dat hem overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek II door de Regering wordt opgedragen, geleid en gecoördineerd. Hij waarborgt er de eenheid van beheer van.

Voor de bevoegdheden die onder de secretaris-generaal ressorteren, heeft laatstgenoemde, die aan de leiding staat van de Waalse Overheidsdienst, het gezag over het geheel van de leden van de Waalse Overheidsdienst.

Hij heeft het gezag over de algemene diensten van het Secretariaat-generaal en waarborgt er de coördinatie van.

Voor de bevoegdheden die onder de Directoraten-generaal ressorteren, heeft hij een positief injunctierecht voor elk beleid bedoeld in de gewestelijke beleidsverklaring of beslist door de Regering.

Een verslag over de uitvoering van de gewestelijke beleidsverklaring voor het gelopen jaar wordt door de secretaris-generaal opgesteld, die voor de uitvoering ervan met de directeurs-generaal zorgt. » ;

2° in § 2 worden de woorden « gecoördineerd » ingevoegd tussen het woord « geleid » en het woord « door ».



**Art. 2.** In de artikelen 12, 13, tweede lid, 17, 23, 28, 29, § 1, eerste lid, 1°, tweede en derde lid, en § 2, tweede lid, 49, § 2, tweede lid, 53, § 3, derde lid, 54, tweede lid, 56, § 2, tweede lid, 57, § 2, 69, tweede lid, 71, § 2 en § 3, eerste lid, 72, § 2, eerste lid, 73, § 2, eerste lid, 75, § 4, 78, tweede lid, 86, eerste lid, 87, eerste lid, 91, 93, 98, 108, tweede lid, 112, § 2, 116, § 1, 118, § 1, derde lid, 125, 128, tweede lid, 136, 137, 140, § 2 en § 3, eerste en tweede lid, 150, derde lid, 152, eerste en vijfde lid, 172, § 1, 174, eerste en tweede lid, 188, eerste lid, 194, tweede lid, 225, 229, 1°, 243, 305, § 1, eerste lid, 3°, 372, derde lid, 425, 515, 2°, 520, derde lid, 523, eerste lid, 536, vijfde lid, 545 en 557, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 worden de woorden « directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken » telkens vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 3.** In de artikelen 88, § 2 en 114, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden « het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » vervangen door de woorden « het Secretariaat-generaal ».

**Art. 4.** In artikel 159 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het volgende lid toegevoegd :

« Voor elk dossier betreffende de organisatie of de opdrachten van de Waalse Overheidsdienst heeft hij een advies- of initiatiefrecht of oefent hij die rechten uit op verzoek van een Minister of van de Regering.

**Art. 5.** In artikel 185, eerste lid, worden de woorden « het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » vervangen door de woorden « het Secretariaat-generaal ».

**Art. 6.** In artikel 291 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

*a)* in het eerste lid, 3°, ingevoegd bij artikel 112, 1°, *b)* van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden « het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » vervangen door de woorden « het Secretariaat-generaal ».

*b)* in het derde lid worden de woorden « het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » vervangen door de woorden « het Secretariaat-generaal ».

**Art. 7.** In artikel 418 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2010, worden de woorden « directeur-generaal van het Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken (DGT1) » vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden*

**Art. 8.** In artikel 4*bis*, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht : de woorden « directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » worden vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 9.** In artikel 5, § 2, 1° en § 4, 1°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de woorden « directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » telkens vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 10.** In artikel 5*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 2, 3 en 5 worden de woorden « directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » telkens vervangen door de woorden « secretaris-generaal »;

2° § 4 wordt vervangen als volgt :

« De secretaris-generaal stemt in met de selectieprocedures waarvoor hij het voorzitterschap van de commissie niet heeft waargenomen en gaat binnen vijftien dagen na ontvangst van het selectieverslag tot de indienstneming van de geschikte kandidaat (aten) over in de volgorde van zijn (hun) rangschikking ».

**Art. 11.** In artikel 5*ter*, § 6, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de woorden « directeur-generaal van het Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 12.** In artikel 5*quater*, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de woorden « directeur-generaal van het Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 13.** In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de woorden « directeur-generaal van het Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken=leidend ambtenaar-generaal die de leiding over het personeel waarneemt » opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 betreffende het tussenoverlegcomité en de basisoverlegcomités van de Diensten van de Waalse Regering*

**Art. 14.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 betreffende het tussenoverlegcomité en de basisoverlegcomités van de Diensten van de Waalse Regering worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « tien » vervangen door het woord « negen »;

2° in het tweede lid wordt punt II, Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken, opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 10, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "directeur-generaal van het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken" vervangen door de woorden "secretaris-generaal".

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst*

**Art. 16.** In artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, tweede lid, worden de woorden "directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken" vervangen door de woorden "secretaris-generaal";

2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » vervangen door de woorden « secretaris-generaal »;

b) in het tweede lid worden de woorden « directeur-generaal » vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 17.** In Hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden de woorden "Enige afdeling" vervangen door de woorden "Eerste afdeling".

**Art. 18.** In hetzelfde besluit worden de woorden « Hoofdstuk III. - Bepalingen betreffende het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken » en « Afdeling één - Begrotingsdelegaties » opgeheven.

**Art. 19.** In artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste streepje, worden de woorden « en directeur-generaal » opgeheven;

2° in het tweede lid, eerste streepje, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 20.** In artikel 37, eerste streepje, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 21.** In artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 22.** In artikel 39 van hetzelfde besluit wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 23.** In artikel 40 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012, wordt het woord « directeur-generaal » vervangen door het woord « secretaris-generaal » en het lid wordt aangevuld met een nr. 5° luidend als volgt : « 5° het sluiten en weder openstellen van een door de Waalse Regering vacant verklaarde wervingsbetrekking, het advies van de vakminister zoals bepaald in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 houdende werking van de Regering, voor wat de dossiers van categorie C betreft, blijft vereist.

De vakminister kan evenwel afzien van die adviesbevoegdheid. In dat geval deelt hij zijn beslissing mede aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal die onder zijn gezag geplaatst is »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « op voorstel of na eensluitend advies van de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « op voorstel of na advies ».

**Art. 24.** In artikel 41 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 juli 2010, 23 juni 2011 en 31 mei 2012, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 25.** In artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 26.** In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal";

2° in lid 2, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal";

3° in het derde lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de woorden « op voorstel of na eensluitend advies van de secretaris-generaal » vervangen door de woorden « op voorstel of na advies ».

**Art. 27.** Artikel 44 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt vervangen als volgt:

« Art. 44. De secretaris-generaal krijgt een delegatie om, op voorstel of na eensluitend advies van de directeur-generaal waaronder het personeelslid ressorteert, elke beslissing te treffen met betrekking tot het ontslag van het contractuele personeel. ».

**Art. 28.** In artikel 45 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 29.** In artikel 45/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 30.** In artikel 45/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 31.** In artikel 46 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 32.** In artikel 47 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 33.** In artikel 48, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012, wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

**Art. 34.** In artikel 49, lid 2, van hetzelfde besluit wordt het woord "directeur-generaal" vervangen door het woord "secretaris-generaal".

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011 betreffende het telewerk*

**Art. 35.** In de artikelen 3, § 2, lid 4, 4, § 1, lid 1, en § 3, en 6, lid 7, van het besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011 betreffende het telewerk worden de woorden « directeur-generaal van het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » telkens vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van het statuut van de arrondissementscommissarissen*

**Art. 36.** In artikel 7, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van het statuut van de arrondissementscommissarissen worden de woorden « directeur-generaal van het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 37.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » vervangen door de woorden « van het secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Bij afwezigheid of verhindering worden de ambtenaren-generaal van de Waalse Overheidsdienst vervangen door ambtenaren van de onmiddellijk lagere graad op welke ze het hiërarchisch gezag uitoefenen. ».

**Art. 38.** In artikel 20, lid 1, van hetzelfde besluit worden « directeur-generaal van het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 39.** In artikel 26, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden van het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » vervangen door de woorden « secretaris-generaal ».

**Art. 40.** In artikel 50, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « een personeelslid van minstens rang A2 van het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » vervangen door de woorden « van een personeelslid van minstens rang A3 van het secretariaat-generaal ».

**Art. 41.** In artikel 60, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken » vervangen door de woorden « secretariaat-generaal ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2012 tot wijziging van de voorwaarden van de bevordering in de graden van directeur en staffuncties*

**Art. 42.** In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2012 tot wijziging van de voorwaarden van de bevordering in de graden van directeur en staffuncties, zoals gewijzigd bij artikel 41 van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van verscheidene bepalingen betreffende de Waalse Ambtenaren-code worden de woorden « 1 januari 2013 » vervangen door de woorden « 1 januari 2014 ».

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen.*

**Art. 43.** Dit besluit treedt in werking op de datum van indiensttreding van de secretaris-generaal aangewezen door de Waalse Regering overeenkomstig de bepalingen van Boek II van de Waalse Ambtenaren-code.

**Art. 44.** De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET